

Nîmes, le **06 SEP. 2023**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-050-DREAL

complémentaire à l'arrêté préfectoral n°16.004N du 7 janvier 2016 autorisant la création et l'exploitation d'une plateforme logistique sur la commune de Garons

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 1532 – stockage de bois) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°16-004N du 7 janvier 2016 autorisant la création et l'exploitation d'une plateforme logistique par la SNC HEMISPHERE à Garons ;

- VU** le récépissé de changement d'exploitant délivré le 23 février 2017 à la société NEXIMMO 106 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-052N du 3 mai 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n°16-004N du 7 janvier 2016 autorisant la création et l'exploitation d'une plateforme logistique sur la commune de Garons ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 19 juillet 2019 donnant acte à la société ACCIMMO-PIERRE de la succession de l'exploitation de l'entrepôt logistique ;
- VU** le dossier de porter à connaissance transmis le 13 février 2023 et complété le 23 juin 2023 par la société BNP PARIBAS REAL ESTATE, représentante de l'exploitant ACCIMMO-PIERRE, relatif à la création d'une nouvelle aire extérieure de stockage de palettes en bois et à la réorganisation des stockages de produits ;
- VU** les compléments transmis par la société BNP PARIBAS REAL ESTATE/ ACCIMMO-PIERRE, par courriel électrique du 5 mai 2023 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 juillet 2023 relatif à l'instruction du porter à connaissance du 23 juin 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 4 août 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** le courriel de l'exploitant en date du 25 août 2023 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la société ACCIMMO-PIERRE est actuellement autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Garons, une plateforme logistique de stockage de matières combustibles au titre de la législation sur les installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis le 13 février 2023 les éléments d'appréciation relatif aux modifications apportées à l'installation et à son mode d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne font pas entrer les projets déjà autorisés au bénéfice de la société ACCIMMO-PIERRE dans les seuils du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne conduisent pas à une augmentation de la quantité de matières combustibles stockées autorisée sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'évaluation des risques réalisée par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance montre que le projet n'engendre pas un accroissement de l'étendue géographique des zones d'effets des accidents potentiels de l'établissement en raison des mesures préventives déjà existantes au sein de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que les évolutions du site présentées par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance ne sont pas de nature à entraîner des nuisances et impacts supplémentaires sur l'environnement par rapport à ceux déjà présents dans la demande d'autorisation initiale ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des modifications apportées à l'installation ne sont pas susceptibles d'induire de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour le voisinage et l'environnement ;

CONSIDÉRANT que dès lors ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2016 susvisé pour tenir compte de ces modifications permettant ainsi de limiter les incidences de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment sur la commodité du voisinage, sur la santé, la sécurité, la salubrité publiques et sur la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT enfin qu'il y a lieu d'actualiser le tableau de classement du site tel que précisé à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2018 susvisé, compte tenu des modifications apportées aux installations et de l'évolution récente de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suite à la parution du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020, applicable depuis le 1^{er} janvier 2021 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société ACCIMMO-PIERRE, dont le siège social est situé 50 CRS de l'île Seguin – 92 100 Boulogne-Billancourt, désignée ci-après l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations déjà autorisées situées sur le territoire de la commune de Garons, ZAC MITRA, chemin de la Courbade, sous réserve du respect des conditions fixées par le présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté viennent compléter celles des actes administratifs antérieurs.

Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations

L'article 2.2 de l'arrêté préfectoral n°18-052N du 3 mai 2018 est remplacé par les dispositions suivantes :

Rubrique	Désignation des installations	Capacité	Régime
1450-1	Stockage ou emploi de solides inflammables La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 t	Quantité susceptible d'être présente = 20 t	A

1510-2-b	<p>Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts, à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</p> <p>Le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>	<p>Possibilité de stockage maximal :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 999 m³ de palettes en bois – 220 000 m³ de papiers/cartons, – 220 000 m³ de matières plastiques, – 220 000 m³ de polymères à l'état alvéolaire ou expansé, – 220 000 m³ d'autres polymères et pneumatiques <p>Volume = 729 300 m³</p>	E
1414-3	<p>Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés</p> <p>Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité.</p>	Installation de remplissage de réservoir GPL d'engins de manutention	DC
1532-3	<p>Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké est supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	<p>3 aires extérieures de 26 000 palettes</p> <p>1 aire extérieure de 86 000 palettes</p> <p>Volume susceptible d'être stocké = 15 750 m³</p>	D
1630-2	<p>Emploi ou stockage de soude ou potasse caustique</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t</p>	Quantité susceptible d'être présente = 200 t	D
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse.</p> <p>Si la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Chaufferie fonctionnant au gaz naturel</p> <p>Puissance = 4 MW</p>	DC
2925	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques.</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable est supérieure à 600 kW</p>	Puissance maximale = 715 kW	D

4120-2-b	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	Quantité de pesticides susceptible d'être stockée = 5 t	D
4130-2-b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	Quantité d'acide susceptible d'être stockée = 5 t	D
4320-2	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t</p>	Quantité susceptible d'être présente = 80 t	D
4331-3	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines est supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	Quantité de solvants et peintures susceptible d'être présente = 99 t	DC
4440-2	<p>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p>	Quantité susceptible d'être présente = 8 t	D
4441-2	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p>	Quantité susceptible d'être présente = 9 t	D
4510-2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	Quantité susceptible d'être présente = 70 t	DC
4741-2	<p>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 20 t mais inférieure à 200 t</p>	Quantité susceptible d'être présente = 34 t	DC

4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %, la quantité susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 50 m ³ mais inférieur à 500 m ³	Quantité d'apéritifs, eaux de vie et liqueurs susceptible d'être présente = 450 m ³	DC
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Quantité de charbon de bois susceptible d'être présente = 100 t	D
1436	Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines est supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t. (1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.	Quantité totale susceptible d'être présente = 20 t	NC
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur, à 100 m ³	Volume susceptible d'être présent = 90 m ³	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 100 t	Quantité d'eau de javel susceptible d'être présente = 25 t	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 6 t.	Quantité de GPL susceptible d'être présente = 1,1 t	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de	Quantité totale susceptible d'être présente = 34 t	NC

	substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total		
--	--	--	--

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; NC : non classé

Article 3 – Consistance des installations

Les 3 premiers alinéas de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n°16-004N du 7 janvier 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :

- un entrepôt couvert en forme de U d'une surface de 56 494 m² divisé en 9 cellules de stockage distinctes,
- des quais de chargement/déchargement,
- un bâtiment de bureaux et de locaux sociaux accolé à l'entrepôt d'une surface de 2 369 m²,
- deux espaces comprenant chacun des bureaux de quais, un local des chauffeurs et un local de charge d'une surface totale de 992 m²,
- des locaux techniques (local transformateur, TGBT, chaufferie),
- 4 zones de stockage extérieur de palettes en bois,
- des aires de stationnement des poids lourds et véhicules légers,
- une voirie de desserte aménagée sur le pourtour de l'entrepôt,
- deux cuves d'eau de 1 000 m³ spécifiques au système d'extinction automatique d'incendie, associées à un local sprinklage,
- une réserve d'eau pour la défense incendie d'une capacité totale de 1 000 m³,
- des bassins de rétention des eaux d'extinction incendie de 3 141 m³ et de 478 m³,
- une centrale photovoltaïque installée sur le toit de l'entrepôt (excepté les cellules 2b et 3) et des ombrières au niveau du parking des véhicules légers. »

Article 4 – Aménagement des aires, locaux de travail et des stockages

Le second alinéa de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral n°16-004N du 7 janvier 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La cellule 2b dédiée au stockage de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire au sol de 500 m² et associée chacune à une rétention déportée commune, composée d'un bassin étanche représentant un volume de rétention de 478 m³. Ces rétentions seront conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé.

La zone de collecte est constituée d'un dispositif passif. Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure à tout bâtiment. En cas d'impossibilité technique de disposer d'un dispositif passif justifiée par l'utilisation d'émulseur pour l'extinction de la zone de collecte, cette zone de collecte et la rétention

associée peuvent être constituées d'un dispositif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie. Dans ce cas, le choix et l'efficacité du dispositif sont déterminés dans l'étude de dangers.

Le dispositif fait l'objet d'un examen visuel approfondi semestriellement et d'une maintenance appropriée.

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensembles ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. »

Article 5 – Moyens de lutte contre l'incendie

Le 1^{er} alinéa de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral °16-004N du 7 janvier 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- 8 poteaux d'incendie conformes aux normes NFS 61-213 et NFS 62-200, formant une boucle enterrée, situés à l'intérieur de l'établissement, espacés d'au plus 150 m, d'un débit unitaire de 60 m³/h pour un débit simultané de 180 m³/h pendant une durée de 5 heures, alimentés par le réseau d'eau de la compagnie BRL, à partir d'une fosse de comptage incendie située au droit de l'attente fournie par le gestionnaire de la ZAC,
- la boucle enterrée est munie d'une fosse donnant l'accès à 2 demi-raccords fixes symétriques de diamètre nominal de 100 mm (DN100), installés sur la canalisation DN200 et permettant la réalimentation du réseau de poteaux par les pompiers,
- 3 poteaux d'incendie publics installés sur les voies publiques d'accès au site, d'un débit unitaire de 120 m³/h pour un débit simultané de 360 m³/h pendant une durée de 2 heures,
- une réserve d'eau incendie de capacité de 1 000 m³, équipée de 4 demi-raccords fixes symétriques DN100 conformes aux normes NFS 61-703 et NFE 29-572 ;
- une aire de pompage dédiée aux engins des pompiers, aménagée au pied de la réserve d'eau incendie, permettant la mise en aspiration de 4 engins de secours. La superficie de l'aire est au minimum de 32 m² (8 x 4 m) par engin et son accès présente les caractéristiques d'une voie engins,
- un système d'extinction automatique alimenté par 2 réserves d'eau d'un volume total de 2 000 m³ (2 x 1 000 m³) équipées de 2 motopompes Diesel de débit de 619 m³/h. Cette installation d'extinction automatique est conçue, dimensionnée et exploitée selon les dispositions de l'article VI.5 de l'arrêt ministériel du 24 septembre 2020,
- une détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage, les locaux techniques et les locaux administratifs avec transmission de l'alarme au poste de garde et, en dehors des heures ouvrées en l'absence d'un gardien, à la société de télésurveillance,
- des robinets d'incendie armés situés à proximité des issues de secours ou des portes d'accès des cellules, ainsi qu'en leur milieu, de sorte que tout foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées,
- des robinets d'incendie armés dopés par un émulseur de type AFFF d'un volume unitaire de 120 l dans la cellule 2b,
- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,

– des extincteurs à CO₂ pour la protection des installations électriques. »

Article 6 – Confinement des eaux d'extinction incendie

Les 3^e et 4^e alinéas de l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral n°16-004N du 7 janvier 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les eaux d'extinction sont stockées sur le site dans les cellules de stockage, au niveau du décaissé des quais de déchargement et dans les 2 bassins étanches de confinement d'une capacité de 3 141 m³, soit une capacité totale de rétention de plus de 4 000 m³.

Une rétention déportée d'un volume minimum de 478 m³ est dédiée à la cellule 2b. Cette rétention est aménagée selon les dispositions de l'article III.14 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir en cas de sinistre, toute pollution accidentelle sur le site.

En particulier, le site dispose de deux vannes d'obturation asservies à la détection incendie :

- une vanne placée sur réseau d'eaux pluviales en sortie du bassin de rétention dédiée à la cellule 2b,
- une vanne placée sur le réseau d'eaux pluviales en sortie des deux bassins de confinement en amont des deux séparateurs à hydrocarbures.

Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »

Article 7 – Plan de défense incendie

L'article 7.5.7.3 de l'arrêté préfectoral n°16-004N du 7 janvier 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant établit un plan de défense incendie (PDI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers.

En cas d'accident, l'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du PDI. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues dans le PDI.

Ce plan définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il planifie de plus, l'arrivée des renforts extérieurs.

L'exploitant élabore et met en œuvre une procédure écrite, et met en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du plan de défense incendie.
- Cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,

- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude des dangers ou suite à une modification évidente dans l'établissement ou dans le voisinage,
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du plan de défense incendie, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus.
- la mise à jour systématique du plan de défense incendie en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le préfet pourra demander la transformation des dispositions envisagées par l'exploitant lors de nouvelles modifications notables du plan de défense incendie qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspecteur des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.

Le projet de modification du plan de défense incendie soumis à l'examen du préfet doit être accompagné de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail lorsqu'il existe.

Un exemplaire du plan de défense incendie est disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Le plan de défense incendie est mis en conformité par rapport aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

Un exercice de défense incendie est réalisé à intervalle n'excédant pas trois ans. L'inspection des installations classées est informée des dates et des thèmes étudiés avant chaque exercice de défense incendie. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 8 – Cellule 2b de liquides inflammables

L'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral n°16-004N du 7 janvier 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les liquides inflammables sont stockés exclusivement dans la cellule 2b.

Cette cellule est aménagée et exploitée conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé, pour autant que ces prescriptions soient plus contraignantes que celles du présent arrêté ou non prévues par celui-ci. »

Article 9 – Aires extérieures de stockage de palettes bois

L'article 8 de l'arrêté préfectoral n°16-004N du 7 janvier 2016 est complété par les dispositions suivantes :

« Article 8.6 Installation de stockage de palettes en bois

Les 3 aires extérieures de stockage constituées de 26 000 palettes représentant un volume total de 3 750 m³, ainsi que l'aire extérieure de stockage de 86 000 palettes représentant un volume de 12 000 m³, sont aménagées et exploitées conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 susvisé.

En particulier, la hauteur de stockage ne dépasse pas 6 mètres et les stockages sont au moins à 6 mètres des limites de propriété de manière à permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie. »

Article 10 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 11 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

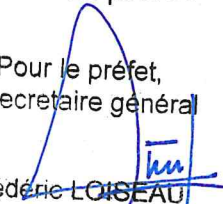
Article 12 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques à l'adresse suivante : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 13 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie et le maire de Garons sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ACCIMMO-PIERRE.

Le préfet
Pour le préfet,
le secrétaire général

Frédéric LOISEAU

